

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Transition énergétique : la clé pour faire face à la crise mondiale de l'énergie et du climat

Les Perspectives pour les transitions énergétiques mondiales, qui présentent les actions à privilégier jusqu'en 2030 pour ne pas dépasser 1,5 °C, exhortent les gouvernements à accélérer la transition énergétique pour améliorer la sécurité énergétique, la résilience et l'accès à une énergie abordable pour tous.

Abou Dhabi, EAU, 29 mars 2022 – Les interventions à court terme pour faire face à la crise énergétique actuelle doivent s'accompagner d'une attention soutenue aux objectifs de moyen et long terme de la transition énergétique. La hausse des prix des combustibles fossiles, les préoccupations en matière de sécurité énergétique et l'urgence des changements climatiques soulignent à quel point il est pressant de se tourner au plus vite vers un système énergétique propre, selon les *Perspectives pour les transitions énergétiques mondiales 2022* (LIEN).

Publiées aujourd'hui par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) à l'occasion du Dialogue sur la transition énergétique de Berlin, ces Perspectives définissent les domaines et les actions prioritaires qui doivent être mis en œuvre sur la base des technologies disponibles, d'ici à 2030, pour parvenir à l'objectif de zéro émission nette au milieu du siècle. Dressant également un bilan des progrès réalisés à ce jour dans toutes les utilisations de l'énergie, elles montrent clairement que le rythme et l'ampleur de la transition vers les énergies renouvelables sont insuffisants.

« La transition énergétique est loin d'être sur la bonne voie, et seule la mise en œuvre d'actions radicales dans les années à venir pourra éviter de réduire, voire d'anéantir, nos chances d'atteindre les objectifs climatiques », a déclaré Francesco La Camera, Directeur général de l'IRENA. « Aujourd'hui, les gouvernements doivent relever plusieurs défis : la sécurité énergétique, la reprise économique et le coût de la facture énergétique pour les ménages et les entreprises. La réponse à ces préoccupations réside en grande partie dans l'accélération de la transition. Mais la mise en place de mesures conformes à l'Accord de Paris et au programme de développement durable relève d'un choix politique. Les investissements dans de nouvelles infrastructures de combustibles fossiles ne feront que perpétuer des pratiques économiquement insoutenables, renforcer les risques existants et accentuer les menaces liées aux changements climatiques.

« Il est grand temps d'agir », a ajouté M. La Camera. « Les événements récents démontrent clairement que la hausse du prix des combustibles fossiles peut conduire à la précarité énergétique et à une perte

de compétitivité industrielle. 80 % de la population mondiale vit dans des pays qui sont des importateurs nets de combustibles fossiles. Pourtant, tous les pays ont à leur disposition des énergies renouvelables qui leur offrent la possibilité de briser leur dépendance à l'égard des importations et de dissocier leur économie du coût des combustibles fossiles tout en stimulant la croissance économique et la création d'emplois ».

Les Perspectives prévoient que les investissements nécessaires seront de 5 700 milliards d'USD par an jusqu'en 2030 et qu'il sera impératif de réorienter 700 milliards d'USD par an des fonds destinés aux combustibles fossiles pour éviter les actifs irrécupérables. Cela dit, investir dans la transition apporterait des avantages socio-économiques et sociaux concrets, en ajoutant 85 millions d'emplois dans les énergies renouvelables et autres technologies accompagnant la transition d'ici 2030 dans le monde entier. Ces gains dépasseraient largement les pertes de 12 millions d'emplois dans les industries liées aux combustibles fossiles. Globalement, les Perspectives indiquent que dans la plupart des pays, les bénéfices de la transition énergétique seraient supérieurs à ceux du statu quo.

Les énergies renouvelables devraient augmenter massivement dans tous les secteurs, pour passer des 14 % de l'énergie totale qu'elles représentent aujourd'hui à environ 40 % en 2030. Selon les recommandations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les ajouts annuels mondiaux d'énergies renouvelables devraient tripler d'ici à 2030. Dans le même temps, il faudrait radicalement remplacer l'électricité produite à partir du charbon, éliminer progressivement les actifs liés aux combustibles fossiles et moderniser les infrastructures.

Les Perspectives considèrent l'électrification et l'efficacité comme des moteurs clés de la transition énergétique, alimentés par les énergies renouvelables, l'hydrogène et la biomasse durable. La décarbonisation des utilisations finales sera au centre des préoccupations, avec de nombreuses solutions possibles comme l'électrification, l'hydrogène vert et l'utilisation directe des énergies renouvelables. L'électromobilité est considérée comme l'un des principaux piliers du progrès de la transition énergétique qui fera augmenter les ventes de véhicules électriques (VE) jusqu'à atteindre une flotte mondiale de VE vingt fois plus importante qu'aujourd'hui.

Cependant, il est nécessaire de compter sur un ensemble complet de politiques transversales et structurelles couvrant toutes les filières technologiques et les objectifs de transition équitable pour atteindre les niveaux de déploiement requis d'ici 2030. Le rehaussement des ambitions des contributions déterminées au niveau national (CDN) et des plans énergétiques nationaux dans le cadre du Pacte de Glasgow pour le climat doit apporter des certitudes et orienter les stratégies d'investissement dans le sens du scénario à 1,5 °C.

En particulier, les plus grands consommateurs d'énergie et émetteurs de carbone du G20 et du G7 doivent montrer l'exemple et mettre en œuvre des plans et des investissements ambitieux au niveau national et international. Il leur faudrait contribuer à l'approvisionnement mondial de 65 % d'énergies renouvelables dans la production d'énergie d'ici à 2030. Pour garantir un monde inclusif et égalitaire, le financement, le transfert de connaissances et l'assistance en matière climatique devraient être intensifiés.

Enfin, pour permettre une transition rapide qui respecte les objectifs en matière climatique et de développement, un engagement politique est nécessaire en vue de soutenir la coopération

internationale au plus haut niveau. La réalisation des Objectifs de développement durable et l'accès universel à l'énergie moderne d'ici 2030 doivent rester les principaux axes d'une transition énergétique juste et inclusive. Un cadre politique global et holistique peut servir à rassembler les pays pour faciliter les flux internationaux de financement, de capacités et de technologies.

Pour lire les *Perspectives pour les transitions énergétiques mondiales de l'IRENA (2022)*, [cliquez ici](#) (LIEN)

À propos de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)

L'IRENA, principale agence intergouvernementale pour la transformation énergétique mondiale, accompagne les pays dans leur transition vers un futur propulsé par les énergies renouvelables, et constitue à la fois la plate-forme principale pour la coopération internationale, mais aussi un centre d'excellence, et un référentiel en matière de politiques, de technologies, de ressources et de connaissances financières au sujet des énergies renouvelables. Comptant 167 membres (166 États ainsi que l'Union européenne) et 17 pays supplémentaires engagés dans le processus d'adhésion, l'IRENA promeut la large adoption et l'utilisation durable de toutes les formes d'énergies renouvelables dans un objectif de développement durable, d'accès à l'énergie, de sécurité énergétique, de prospérité et de croissance économique à faible émission de carbone.

Contacts :

IRENA : Nicole Bockstaller, chargée de communication, IRENA, nbockstaller@irena.org +971 2 417 9951.
Suivez l'IRENA sur www.twitter.com/irena et www.facebook.com/irena.org